

**Arrêté préfectoral mettant en demeure  
la société LAMBERET à Saint-Cyr-sur-Menthon**

**Le Préfet de l'Ain,**

- VU le Code de l'environnement - Livre V - Titre 1<sup>er</sup> et notamment son article L.514-1 ;
- VU l'arrêté ministériel du 6 novembre 2007 relatif à la prévention des risques présentés par les dépôts et ateliers utilisant des peroxydes organiques,
- VU l'arrêté ministériel du 18 avril 2008 relatif aux réservoirs enterrés de liquides inflammables et à leurs équipements annexes soumis à autorisation ou à déclaration au titre de la rubrique 1432 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement
- VU l'arrêté préfectoral du 9 janvier 2008 autorisant la société Lamberet à exploiter une installation de fabrication de caisses isothermes pour véhicules frigorifiques située à SAINT-CYR-SUR-MENTHON - "Les Teppes";
- VU le rapport et les propositions de l'inspecteur des installations classées du 5 décembre 2012, suite à l'inspection réalisée sur le site le 3 octobre 2012 ;
- VU le courrier de l'inspecteur des installations classées du 5 décembre 2012 adressé à la société LAMBERET suite à sa visite du site,

CONSIDERANT qu'il ressort de la visite de l'établissement exploité par la société LAMBERET, réalisée par l'inspecteur des installations classées le 3 octobre 2012, que certaines prescriptions de l'arrêté préfectoral du 9 janvier 2008, de l'arrêté ministériel du 18 avril 2008 et de l'arrêté ministériel du 6 novembre 2007 ne sont pas respectées,

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture ;

**- ARRETE -**

**Article 1<sup>er</sup> :** la société LAMBERET est mise en demeure, dans le cadre de l'exploitation de son établissement de Saint-Cyr-sur-Menthon, de respecter :

- **avant le 30 juin 2013**, les dispositions de l'arrêté ministériel du 18 avril 2008 relatif aux réservoirs enterrés de liquides inflammables et à leurs équipements annexes soumis à autorisation ou à déclaration au titre de la rubrique 1432,
- **avant le 30 juin 2013**, les prescriptions des articles 7.5.3, 7.5.4 et 7.5.5 de l'arrêté préfectoral du 9 janvier 2008, notamment en ce qui concerne le stockage aérien de Gasoil Non Routier (ou GNR),
- **avant le 30 juin 2013**, les dispositions de l'article 21 de l'arrêté ministériel du 6 novembre 2007 relatif à la prévention des risques présentés par les dépôts et ateliers utilisant des peroxydes organiques, en ce qui concerne les portes des cellules de stockage des peroxydes organiques qui doivent être E60,
- **avant le 30 juin 2013**, les dispositions de l'article 23 de l'arrêté ministériel du 6 novembre 2007 relatif à la prévention des risques présentés par les dépôts et ateliers utilisant des peroxydes organiques, en ce qui concerne la gaine de ventilation du local de stockage des peroxydes organiques, qui doit disposer de grilles pare-flammes et qui doit être construite en chicane,

- **avant le 31 décembre 2013**, les dispositions de l'article 26 de l'arrêté ministériel du 6 novembre 2007, en ce qui concerne le système de lutte contre l'incendie, qui doit être actionné automatiquement par un détecteur incendie ou tout autre dispositif dont l'efficacité comparable a été démontrée. Afin de répondre à cette demande, une étude technique relative à la mise en œuvre d'un dispositif répondant à cette exigence, sera remise à l'inspection des installations classées **avant le 30 juin 2013**.

**Article 2 :** L'inobservation des conditions précitées pourra entraîner l'application des sanctions prévues aux articles L.514-1 et L.514-11 du Code de l'environnement.

**Article 3 :** En application des articles L.514-6 et R.514-3-1 du Code de l'environnement susvisé, cette décision peut être déférée au tribunal administratif, seule juridiction compétente :

- par le demandeur ou l'exploitant dans un délai de deux mois à compter de la notification du présent arrêté ;
- par les tiers dans un délai d'un an à compter de l'affichage de l'arrêté.

**Article 4 :** Le présent arrêté devra être affiché à la porte principale de la mairie de SAINT-CYR-SUR-MENTHON pendant une durée d'un mois. Il sera ensuite déposé dans les archives de la mairie pour mise à disposition du public. Le procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité sera adressé par le maire, au préfet

**Article 5 :** Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié :

- à Monsieur le président de la société LAMBERET - - Les Teppes - B.P. 43 - 01380 SAINT-CYR-SUR-MENTHON ;

- et dont copie sera adressée :
  - au maire de SAINT-CYR-SUR-MENTHON,
  - au chef de l'Unité Territoriale de l'Ain - direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement,

Fait à BOURG-en-BRESSE, le 18 février 2013

Le Préfet,  
Pour le préfet,  
le secrétaire général

  
Dominique LEPIDI